REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 28 février au 06 mars 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet RECOS : environnement.....2
- COI : échanges et formation sur les outils d'éducation environnementale en zones côtières
- EDUCATION ENVIRONNEMENTALE 20 acteurs formés au programme international « Sandwatch »

1.2 Projet Ecofish : pêche illicite.....5
- LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE ET NON-RÉGLEMENTÉE : Ouverture d'un atelier de renforcement de la coopération inter-institutions

1.3 Economie bleue.....6
- Des jeunes de la COI réunis aux Seychelles pour accroître leur connaissance dans le secteur de l'Économie bleue.

1.4 TIC.....8
- African States To Harmonize ICT Policies

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....10
- Bon vent ! Enfin un accord à l'ONU sur le traité pour protéger la haute mer
- Protection des forêt – One forest summit débloque 100 millions d'euros

2.2 Tourisme.....12
- Tourism Seychelles and Edelweiss Air meet with trade partners in Zurich

2.3 Changement climatique.....13
- Impact du changement climatique présent et à venir dans l'océan Indien

2.4 Economie.....14
- Perspectives Economiques – Un taux d'inflation à deux chiffres à apprivoiser
- Huffine Global Solution, le nouveau repreneur de la société

COI : échanges et formation sur les outils d'éducation environnementale en zones côtières

Lutte contre la pollution, la perte de biodiversité et le changement climatique dans notre région



Différents acteurs régionaux se sont réunis ce 27 février à Maurice dans le cadre d'un atelier de renforcement des capacités et d'échanges sur l'éducation environnementale. L'occasion pour eux d'échanger les défis communs et discuter des programmes éducatifs environnementaux en zones côtières existants. Les participants ont d'ailleurs pu recevoir une formation complète sur le programme international « Sandwatch », soutenu par l'UNESCO.

Ce programme accompagne les écoles et les communautés, les professeurs et les pour répondre efficacement et durablement aux enjeux environnementaux en zone côtière. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet RECOS (résilience des populations et des écosystèmes du Sud-Ouest de l'océan Indien) porté par la Commission de l'océan Indien (COI) et sur financement de l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).
« Pour l'ensemble des pays membres de la COI, l'éducation environnementale joue un rôle de plus en plus important vis-à-vis des défis auxquels ils font face au quotidien comme la pollution, la perte de la biodiversité et les changements climatiques », a souligné M. Anfani Msoili, Chargé de mission « Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations » de la COI. « Il est essentiel pour les acteurs de l'éducation de pouvoir évaluer les impacts de deux décennies de programmes d'éducation environnementale », a-t-il ajouté.
Dans le cadre de cet atelier, une vingtaine de participants issus de ministères, d'universités, de centres de recherche, d'ONG et du secteur privé des États membres de la COI ont bénéficié d'une formation au programme international Sandwatch. Plus particulièrement, la formation a porté sur la nouvelle version de l'outil Beach Records de ce programme qui permet le suivi scientifique de l'état des plages par la collecte participative

de données. Ce programme Sandwatch contribue non seulement à la sensibilisation du public aux problématiques des zones côtières mais aussi à l'amélioration de la gestion de l'érosion côtière. L'atelier a, par ailleurs, été enrichi par des interventions d'experts internationaux sur la mise en œuvre de ce programme venant notamment de Trinidad et Tobago, l'UNESCO, l'Institut de recherche pour le développement et l'Université de La Réunion.
Sandwatch est une approche d'éducation environnementale mondialement reconnue qui permet aux élèves, enseignants et communautés de travailler ensemble pour identifier et évaluer les menaces et les conflits dans leur environnement côtier. L'objectif est de trouver des solutions durables et concertés pour agir. Cette méthodologie, soutenue par l'UNESCO, est mise en œuvre dans plus de 50 pays dont les Comores, Maurice et les Seychelles. Elle figure parmi les 25 meilleurs programmes éducatifs du monde, ce qui lui a valu un prix en 2014 en marge de la Décennie de l'Education des Nations unies.
Dans la région de l'océan Indien occidental, les programmes et les outils d'éducation environnementale sont nombreux et diversifiés : Sandwatch, Eco-School, MARECO, Pareo, Kit Mad'Ere, Aquamarine, etc.
Cet atelier a ainsi permis de dresser l'inventaire des programmes d'éducation environnementale de la région. Les objectifs sont multiples : échanger, valoriser et mettre à disposition des pays les outils mais également tendre vers une harmonisation des méthodologies. Cela a permis de mesurer les impacts de ces programmes d'éducation environnementale et de souligner la contribution de la recherche scientifique à l'élaboration de méthodes d'évaluation. Les grandes lignes d'un plan de travail pour les quatre années à venir ont pu être établies pour avancer concrètement sur ce sujet.
Pour le Dr Ravhee Bholah du ministère mauricien de l'Education, « l'atelier nous a permis d'avoir une approche commune dans la mise en œuvre et le suivi évaluation de programmes d'éducation environnementale ». Et d'ajouter : « Ce groupe de travail est une bonne plateforme qui nous permet d'avancer en tant que référents nationaux en matière d'éducation environnementale. Cette plateforme va redynamiser l'éducation environnementale de la région, notamment grâce à la connexion avec des partenaires internationaux ».
A l'issue de cet atelier, les participants ont élaboré une ébauche de plans d'action 2023-2026 pour le déploiement de Sandwatch à l'échelle nationale, ainsi que le plan de travail régional du groupe dédié à l'éducation environnementale.
Les efforts de ce groupe de travail, intégré au volet scientifique du projet RECOS, contribuent directement à la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030). Cette décennie dédiée aux océans vise « à mobiliser les acteurs intéressés du monde entier autour d'un cadre commun qui mettra la science au service des pays dans leur mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 14 sur l'océan ».

EDUCATION ENVIRONNEMENTALE

20 acteurs formés au programme international « Sandwatch »

Une vingtaine de participants issus des ministères, des universités, de centres de recherche, d'ONG et du secteur privé des Etats membres de la COI ont bénéficié d'une formation au programme international « Sandwatch ». Ce programme contribue non seulement à la sensibilisation du public aux problématiques des zones côtières, mais aussi à l'amélioration de la gestion de l'érosion côtière.

Différents acteurs régionaux se sont réunis le 27 février dernier à Maurice, dans le cadre d'un atelier de renforcement des capacités et d'échanges sur l'éducation environnementale. Cette réunion avait pour objectif d'échanger sur les défis communs et discuter des programmes éducatifs environnementaux en zones côtières existants. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet RECOS (résilience des populations et des écosystèmes du Sud-Ouest de l'océan Indien) porté par la Commission de l'océan Indien (COI) et sur financement de l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). Dans son intervention, M. Anfani Msoili, Chargé de mission « transition écologique et énergétique, tourisme et migrations » de la COI a expliqué que pour l'ensemble des pays membres de la COI, l'éducation environnementale joue un rôle de plus en plus important vis-à-vis des défis auxquels ils font face au quotidien comme la pollution, la perte de la biodiversité et les changements climatiques. « Il est essentiel pour les acteurs de l'éducation de pouvoir évaluer les impacts de deux décennies de programmes d'éducation environnementale », souligne-t-il.

De ce fait, une vingtaine de participants issus de ministères, d'universités, de centres de recherche, d'ONG et du secteur privé des Etats membres de la COI ont bénéficié d'une formation au programme international « Sandwatch », soutenu par l'UNESCO. Cette formation portait sur la nouvelle version de l'outil Beach records de ce programme qui permet le suivi scientifique de l'état des plages par la collecte participative de données. Ce programme Sandwatch contribue non seulement à la sensibilisation du public aux problématiques des zones côtières mais aussi à l'amélioration de la gestion de l'érosion côtière. L'atelier a, par ailleurs, été enrichi par des interventions d'experts internationaux sur la mise en œuvre de ce programme venant de Trinidad et Tobago, l'UNESCO, l'Institut de recherche pour le développement et l'Université de La Réunion.

Sandwatch est une approche d'éducation environnementale mondialement reconnue qui permet aux élèves, enseignants et communautés de travailler ensemble pour identifier et évaluer les menaces et les conflits dans leur environnement côtier. L'objectif est de trouver des solutions durables et concertés pour agir. Cette méthodologie, soutenue par l'UNESCO, est mise en œuvre dans plus de 50 pays dont les Comores, Maurice et les Seychelles. À l'issue de cet atelier, les participants ont élaboré une ébauche de plans d'action 2023-2026 pour le déploiement de Sandwatch à l'échelle nationale, ainsi que le plan de travail régional du groupe dédié à l'éducation environnementale.

Andjouza Abouheir

Plus d'information cliquez ci-dessous :

- https://freedom.fr/maurice-atelier-regional-dechanges-sur-les-outils-deducation-environnementale-en-zones-cotieres/
- https://www.clicanoo.re/article/societe/2023/02/28/coi-education-environnementale-en-zones-cotieres
- https://www.commissionoceanindien.org/wp-content/uploads/2023/02/Communique-Formation-sur-les-outils-deducation-environnementale-en-zones-cotieres-002.pdf

La Gazette des Comores

LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE ET NON-RÉGLEMENTÉE

Ouverture d'un atelier de renforcement de la coopération inter-institutions

Moroni a abrité hier mercredi, un atelier national sur le renforcement de la coopération inter-institutions en matière de suivi, contrôle et surveillance des pêches aux Comores. Plusieurs institutions parties prenantes dans la lutte contre la pêche illicite et non-règlementée ont pris part à cet atelier financé par la COI à travers le projet ECOFISH. Le but est de parvenir à la création d'une commission nationale de lutte contre la pêche illicite et non-réglementée.

Dans son mot d'ouverture de l'atelier, le secrétaire général adjoint du ministère de la pêche Ahamada Djoubeir remercie la COI d'avoir fait le choix des Comores pour relancer un tel atelier ayant comme objectif, le renforcement de la coopération inter institution en matière de suivi, contrôle et surveillance des pêches dans le pays. « De notre point de vue, ce choix n'est pas le fruit du hasard. Il se traduit par l'engagement de notre pays dans la dynamique régionale de lutte contre la pêche illégale, estime-t-il. Nous nous réjouissons de constater aujourd'hui que les efforts déployés par la COI en appui avec ses partenaires en matière de lutte contre la pêche illégale au niveau de la région et des Comores en particulier sont énormes et seront capitalisés au niveau national à travers cette coopération. »

A l'en croire, la collaboration inter institution dans ce cadre, constitue l'une des préoccupations du gouvernement « pour le bien être du secteur. Cela s'explique par le dialogue entre les parties prenantes pour solutionner tous problématiques des pêches illégales et non-réglementées dans l'ensemble du territoire ». M. Djoubeir fait aussi savoir que la surveillance maritime a un coût en matière technique. « Malgré cela, nous comptons surmonter les défis à travers une collaboration franche et sincère », a-t-il rassuré, confirmant l'engagement de son ministère à faire du centre national de contrôle et de surveillance de pêche une institution de référence dans la région. Un engagement qui ne saurait être possible sans, dit-il, le soutien de la COI et de tous les partenaires. Et lui d'assurer que plusieurs initiatives sont engagés pour améliorer ce secteur, sur le plan technique et administratif.

Maoulida Mbaé



Des jeunes de la COI réunis aux Seychelles pour accroître leur connaissance dans le secteur de l'Économie bleue.

By: **Sharon Ernesta Edité par Rassin Vannier**



Les Seychelles depuis plusieurs années championne le concept de l'économie bleue, comme étant une alternative économique. (Seychelles Parks and Gardens Authority)

(Seychelles News Agency) - Plus d'une centaine de jeunes de la région de l'Océan Indien impliqués dans des projets sur l'économie bleue sont aux Seychelles, pour une formation d'une semaine visant à renforcer leur capacité en entrepreneuriat dans l'économie bleue.
Le forum qui a débuté hier lundi, réuni des participants de Maurice, des Comores, de Madagascar, de La Réunion - un département français de l'Océan Indien, et des Seychelles

Sous le thème, **"une jeunesse entreprenante et engagée pour un avenir bleu dans l'Indianoncéanie ",** la formation vise à regrouper des jeunes entrepreneurs porteurs de projets générateurs d'emplois durables, dans les secteurs de l'économie bleue.
Cette formation leur permettra d'obtenir des compétences techniques et managériales qui leur permettant de mieux concevoir et de mieux gérer leurs entreprises et de bénéficier d'un appui financier.
Le tout sous la supervision d' experts.
Dans son discours d'ouverture de la formation, la ministre seychelloise de la Jeunesse, des Sports et de la Famille a souligné l'importance d'avoir des actions concrètes après la formation de cinq jours.
« Cet événement est très important pour les Seychelles, car à la fin, nous voulons que ce qui vous a été donné dans le cadre de la formation se traduise en actions, en opportunités commerciales dans de nouvelles entreprises qui finiront par vraiment lancer l'économie bleue en tant que véritable secteur » a dit Marie Céline Zialor.
Elle a ajouté : "Vous, en tant que jeunes entrepreneurs, vous êtes essentiels pour faire en sorte que l'économie bleue devienne un pilier important de l'économie seychelloise."

Le forum est financé par l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF) et mis en œuvre localement par les Ministères de la Jeunesse, des Sports et de la Famille et de l'Économie Bleue et de la Pêche.
Les Seychelles depuis plusieurs années championne le concept de l'économie bleue, comme étant une alternative économique.
L'économie bleue fait partie des priorités de l'OIF dans la région. Elle est au cœur des stratégies de toutes les organisations partenaires de la région telle que la COI, Cap Business océan Indien, l'OIT et l'Agence française de développement.

L'économie bleue est définie comme l'utilisation durable des ressources des océans en faveur de la croissance économique, de l'amélioration des moyens de subsistance et des emplois, et de la santé des écosystèmes marins et côtiers.
L'événement de cinq jours vise également à sensibiliser les jeunes entrepreneurs sur les opportunités d'affaires dans les secteurs de l'économie bleue ainsi que sur les enjeux liés au développement durable et au changement climatique.
Une exposition des projets et des entreprises des jeunes sera également ouverte cette semaine au public.

African States To Harmonize ICT Policies



Many people in the African region are largely yet to exploit the benefits of ICT services due to prohibitive costs of installation of the technology despite the positive developments the continent has realized.

Stakeholders have noted that the major challenges inhibiting improved access to cost effective ICT services are uneven and fragmented implementation of policy and regulatory framework's across the continent to promote competitive markets among member states.

However, the Kenyan Government is striving to create an enabling and suitable environment for ICT development to thrive, Principal Secretary State Department for ICT & Digital Economy Eng. John Tanui said.

He observed that the initiative will help in reaping the benefits of the digital economy which include the creation of job opportunities, facilitate ease of doing business and trade, quality health care, quality education, efficiency in delivery of public services and boosting the region's long-term competitiveness.

He made the remarks when he presided over the opening ceremony of the 3rd steering committee meeting for Enhancement of Governance and Enabling Environment in the ICT sector (EGEE-ICT) Programme in East Africa, Southern Africa and Indian Ocean region.

Eng. Tanui in his keynote address called on the need for the continent to expanded digital infrastructure to avail more services online.

He said that the Ministry of Information, Communications and the Digital Economy has committed to digitalize all government services, lay 100,000km of fibre optic cable across the country under the Digital Superhighway, install 25,000 public Wi-Fi hotspots, establish 1,450 digital village smart hubs and studios and enhance cyber security management, in the next five years.

This, Eng. Tanui explained was critical in laying the foundation for availing Government services online as well as ensuring vibrant legislative and policy frameworks are put in place to encourage investments in the ICT sector.

"The e-commerce sector is vibrant and the Government is in the process of finalizing the National Addressing System, Kenya Digital Economy Strategy

and E-commerce Strategy to grow the creative sector and spur livelihoods", he added.
The PS said that accessibility and affordability were the key factors to enhance wider reach to consumers of information Communication Technology (ICT) solutions for e-services.
"One of the major lessons from the impact of COVID is the acceleration of digital connectivity which will influence the growth of the ICT sector in the near future. The pandemic brought out the extent of digital divide in many African societies and communities and the urgency to have each and everyone connected", he said
The Government, the PS said has prioritized digital transformation as a key pillar in its development agenda and when successfully implemented, it will transform this country immensely.
Eng. Tanui said the digitalization of the services will not only enhance service delivery to the people but eliminate the bureaucracies and related bottlenecks that hampered and delayed efficient provision of government services in public offices.
"The Commissioner provides data subjects with rights and remedies to protect their personal data. As a matter of ensuring online safety and protection of citizens data, the government is extending the commission's services to more than 10 regions and all huduma centres to enhance personal data protection", Eng. Tanui said .
The PS said COMESA and the European Union under the 11th European Development Fund, signed a Contribution Agreement worth 8 Million Euros in 2020 to implement the Enhancement of Governance and Enabling Environment in the Information Communication and Technology (EGEE-ICT) sector programme running from January 2021 to 2024
The programme targets 29 African countries under COMESA, IGAD, EAC, SADC and IOC regions with an objective to create an enabling ICT environment to promote linkages that foster regional integration.
"This programme will support the development of ICT regional policy and regulatory frameworks in a harmonized manner to facilitate the establishment of improved access to cost effective and secure ICT services", Eng. Tanui said. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- https://www.the-star.co.ke/business/kenya/2023-03-02-comesa-roots-for-one-network-area-to-boost-trade/
- https://www.bignewsnetwork.com/news/273585379/africas-trading-blocs-meet-in-kenya-to-discuss-single-mobile-area-network

Bon vent ! Enfin un accord à l'ONU sur le traité pour protéger la haute mer



Les Etats membres de l'ONU se sont enfin mis d'accord samedi sur le premier traité international de protection de la haute mer, destiné à contrecarrer les menaces qui pèsent sur des écosystèmes vitaux pour l'humanité.

« Le navire a atteint le rivage », a annoncé la présidente de la conférence Rena Lee, au siège de l'ONU à New Yorksamedi peu avant 21H30 (02H30 GMT), sous les applaudissements nourris et prolongés des délégués.
Après plus de 15 ans de discussions, dont quatre années de négociations formelles, la troisième « dernière » session à New York a finalement été la bonne, ou presque.
Les délégués ont finalisé le texte au contenu désormais gelé sur le fond, mais il sera formellement adopté à une date ultérieure après avoir été passé au crible par les services juridiques et traduit pour être disponible dans les six langues officielles de l'ONU.
Le contenu exact du texte n'a pas été publié dans l'immédiat mais les militants l'ont salué comme étant un tournant décisif pour la protection de la biodiversité.
« C'est un jour historique pour la conservation et le signe que dans un monde divisé la protection de la nature et des personnes peut triompher sur la géopolitique », a déclaré Laura Meller, de Greenpeace.
Après deux semaines d'intenses discussions, dont une session marathon dans la nuit de vendredi à samedi, les délégués ont finalisé un texte qui ne peut désormais plus être modifié de manière significative.
« Il n'y aura pas de réouverture ni de discussions de fond » sur ce dossier, a affirmé Mme Lee aux négociateurs. **Suite de l'article**

PROTECTION DES FORÊTS – One forest summit débloque 100 millions d'euros



Le PCP de Libreville vise à protéger les forêts capteurs de carbone.

Rideau sur le One forest summit qui s'est tenu à Libreville, Gabon, mercredi et jeudi. Le rendez-vous accouche d'un plan d'action de protection des forêts, avec un premier budget de 100 millions d'euros.

Un accord juste, des Partenariats de conservation positive (PCP). Ce sont des termes qui ont résonné durant la dernière journée du One forest summit à Libreville, Gabon, jeudi. Des termes inscrits dans l'acte qui découle du rendez-vous, baptisé "Plan de Libreville". Un plan accompagné d'un premier budget de 100 millions d'euros.

Le Plan de Libreville veut, entre autres, établir un accord juste entre les pays forestiers et la communauté internationale, pour concilier ambition environnementale et développement écono- mique. Il veut aussi impulser l'initiative de protéger les forêts capteurs de carbone et réserves de biodiversités. Ceci par le biais d'un PCP. C'est sur ce Partenariat de conservation positive justement que cible le budget de 100 millions d'euros annoncé par Emmanuel Macron, président français, à Libreville hier.

"La Communauté internationale n'est pas fondée à exiger la mise sous cloche des forêts. (…) Une forêt protégée qui maintient et augmente son taux de captation de carbone n'est pas une forêt fermée à l'homme, mais une forêt gérée durablement et rémunérée", soutient le Président français. Le Plan acté dans la capitale du Gabon veut aussi engager la mise en place "d'un mécanisme de rémunération", des pays exemplaires en matière de protection des forêts. Ceci par le biais de "certificats biodiversités".

Il s'agit justement d'un des principaux sujets au centre des deux jours de débats et d'échanges au One forest summit. À la lecture du texte expliquant le Plan de Libreville, ce point qui n'en est encore qu'à ses balbutiements n'est visiblement pas compris dans le budget de 100 millions d'euros, annoncé par le locataire de l'Elysée. De prime abord, cet argent est une réponse aux demandes d'actions concrètes et immédiates martelées dans la capitale gabonaise.

Suite de l'artcle

Lire aussi :

- https://www.lequotidien.re/a-la-reunion/nord/__trashed-17/

Tourism Seychelles and Edelweiss Air meet with trade partners in Zurich

Increasing Seychelles' visibility on the Swiss market, Tourism Seychelles joined forces with Edelweiss Air to host a promotional event for the travel trade and media partners in Zurich on February 23, 2023.

The conference organised for the occasion was held at Hotel Schweizerhof and was led by Bernadette Willemin, director general of destination marketing at Tourism Seychelles and Salvatore Salerno, the sales execution steering and distribution manager from Edelweiss Air.

The event was aimed at informing the partners about the destination and updating them about upcoming projects.

Speaking at the event in Switzerland, Mrs Willemin stressed the importance of the Swiss market for Seychelles.

"Switzerland remains a very important market for Seychelles and cannot be taken for granted. As competition increases, this visibility event will allow the destination to reiterate its presence on the Swiss market. As one of the top performing markets of 2022, almost surpassing the 2019 arrivals statistics, we believe that with an increased presence on the market, 2023 will be a great year for this market," said Mrs Willemin.

Mrs Willemin added that aside from showcasing the destination's features, the event was also to thank the partners for their trust and outstanding performance and remind them of the accessibility between Zurich and Seychelles with Edelweiss, the only airline with direct flights to the small destination.

Also present at the conference were Judeline Edmond, director for Switzerland at Tourism Seychelles; Urs Limacher, the head of sales, services and distribution and Corinne Römer, senior manager for marketing, partnership and events from Edelweiss Air.

Switzerland is currently the top 7 market for Seychelles. The market in 2022 brought 15,217 Swiss to Seychelles, almost exceeding the 2019 performance, which was 15,300 at that time and the best year for Seychelles from this market.

Impact du changement climatique présent et à venir dans l'océan Indien

Le 5 mars : Marche réunionnaise pour le climat

Dans le cadre de l'augmentation des risques dus au changement climatique, le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement a lancé une étude sur les impacts à La Réunion. La restitution de la première partie de cette étude a eu lieu le 17 février. Voici quelques extraits concernant notre région du sud-ouest de l'océan Indien.

« Dans les îles du bassin sud-ouest de l'océan Indien, depuis 50 ans, un réchauffement moyen de la température de l'air des basses couches de près de 1 °C est observé. Ce réchauffement s'est accéléré au cours de la dernière décennie. En outre, des épisodes de pluies soudaines et intenses affectent déjà régulièrement les îles au relief escarpé comme Madagascar, La Réunion, Maurice, Les Seychelles, Mayotte et Les Comores. Ces pluies sont notamment amenées par les tempêtes et les cyclones qui, une dizaine de fois par an, traversent le bassin. Les intensités de ces pluies torrentielles sont comparables, voire supérieures, aux pluies diluviennes observées à l'automne dans le Sud de la France.

« À certaines périodes de l'année, le manque d'eau est déjà critique »

En octobre 2018 et 2020, des inondations catastrophiques ont touché l'Aude puis les Alpes Maritimes avec des cumuls supérieurs à 300 mm sur la journée (1 mm d'eau = 1 litre d'eau par m² au sol), soit près de la moitié de la pluie moyenne qui tombe sur Paris en un an. À contrario, de ces évènements fortement précipitants, une baisse moyenne des précipitations annuelles et une augmentation des périodes de sécheresse ont été observées ces 50 dernières années sur plusieurs territoires insulaires. À certaines périodes de l'année, le manque d'eau est déjà critique, comme à Rodrigues, aux Comores, à Mayotte et au Sud de Madagascar.

Plus de 31 degrés à Gillot plus de la moitié de l'année

En matière de température moyenne, les données BRIO (Building Resilience in Indian Ocean) prévoient une augmentation en fin de siècle de +1,5 °C à +2 °C pour le scénario d'émission de GES optimiste (SSP126) et de +3 °C à +5 °C pour le scénario pessimiste (SSP585) selon les localités (le continent Africain et Madagascar se réchauffant davantage que les petites îles).

Suite de l'article

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES – Un taux d'inflation à deux chiffres à apprivoiser

Le dossier Madagascar a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international, FMI, dans le cadre de la troisième revue de la Facilité élargie de crédit, FEC. Ce qui ouvre la voie au déblocage de la troisième tranche de cette potion financière, dans les 32 millions de dollars. Les échos des discussions tenues à Washington commencent à résonner au pays. Ainsi le FMI est toujours préoccupé par les dérives inflationnistes. Il prévoit un taux d'inflation en glissement annuel au-dessus des 10%. Ce qui contredit les prévisions de la loi de finances initiale, LFI, misant sur un taux d'inflation en dessous des 8%. Cette crainte du FMI est plus conforme au ressenti dans les portefeuilles des ménages, de plus en plus éprouvés par la valse des étiquettes sur les étals des épiceries. Le FMI fait valoir « le contexte politique intérieur, le faible taux de vaccination de la population contre le coronavirus, et la situation dans le monde marquée par guerre en Ukraine, perturbant les transactions commerciales » pour soutenir ses appréhensions. Aussi, Antoinette Sayeh, directrice générale adjointe du FMI a-t-elle encouragé la Banque centrale à revoir à la hausse ses taux directeurs si cette tendance inflationniste l'impose. Quant au taux de croissance de l'économie en termes réels du Produit intérieur brut, il se situerait à 4,2%, contre les 4,9% de la LFI.

La mise en branle des projets gravitant autour du Plan d'émergence de Madagascar, PEM, ne semble pas être suffisante pour avoir un peu plus de progression sur ce précieux indice macro-économique. Le taux de facilité de prêt marginal pour les banques primaires auprès de la Banque centrale est passé de 7,2 à 8,9 pour être à 10,10% de novembre 2021 au mois de février en passant par octobre. Le comité monétaire de la Banque centrale, en février, a décidé de maintenir ces taux imposés en octobre. Avec le taux de facilité des dépôts à 8,10%. Des banquiers ont soulevé un problème de limitation des liquidités par ces mesures restrictives. Dont l'efficacité reste à prouver pour contenir l'envolée inflationniste. Alors que la relance de l'économie, mise à mal par la crise sanitaire, a besoin de financement, par des crédits alloués aux projets fiables. Il se peut donc que la Banque centrale soit amenée à revoir à la hausse les corridors de ses taux d'intérêt. Or, dans une économie dominée par le secteur informel, un circuit financier parallèle, prospère et florissant, échappe à ces outils financiers, à l'effet immédiat ailleurs. Par exemple, de telles décisions prises par la Banque fédérale américaine se répercutent sur l'économie et la finance mondiales. Ici, le doute est permis sur les résultats obtenus de ce type de stratégie tactique. Enfin, Antoinette Sayeh prescrit « l'importance de l'adoption d'une loi sur la stabilité financière. Cette disposition légale, selon elle, renfor- cerait le rôle de réglementation et de surveillance de la Banque centrale. ». Encore un devoir à la maison pour la partie malgache avant les prochains rounds d'observation.

Huffine Global Solution, le nouveau repreneur de la société

06/03/2023 Nassuf Ben Amad



©: HZK-LGDC

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et celui de l'économie et des investissements, ainsi du PDG Edwin Huffine de Huffine Global Solutions (HGS) en présence du conseiller privé du chef de l'Etat, ont signé vendredi dernier au siège un premier accord de principe d'exploitation. Le nouveau repreneur va investir un montant de 34 millions de dollars (environ 15 milliards de FC).

Le groupe va investir 34 millions de dollars pour relancer les activités de la société comorienne de pêche qui avait cessé ses activités depuis juin 2017. Une première signature d'exploitation a eu lieu vendredi 03 mars derniers entre le ministre en charge de la pêche, le ministre en charge de l'économie et des investissements et le PDG Edwin Huffine de Huffine Global Solutions (HGS). Selon le ministre de l'Agriculture en charge de la Pêche, l'État comorien détiendra 33% des parts de cette nouvelle société au lieu de 8% lors des précédents accords. « Il nous a fallu beaucoup de temps de réflexion et surtout pour trouver une bonne société. Grâce à notre belle relation avec les États-Unis, aujourd'hui on vient de signer la première convention avec le groupe américain Huffine Global Solution, pour prendre la société comorienne de pêche. Dans 90 jours, nous allons nous revoir pour la signature officielle », avance Houmed Msaidie en présence du président de la Chambre de Commerce et de l'administrateur Général de la société Comorienne de pêche.

De son côté le conseiller privé du chef de l'Etat Nour-El Fath a rappelé que cette reprise rentre dans le cadre du renforcement des relations entre les USA et l'Union des Comores dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de l'environnement et de la défense, depuis la signature d'accord le 8 février dernier, suivie d'une déclaration conjointe entre le ministre des affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal et l'ambassadrice américaine Claire A. Pierangelo. Une nouvelle dynamique qui montre véritablement les engagements pris par le président de l'Union Azali Assoumani dans son Plan Comores Émergent de faire du secteur de l'économie bleue l'un des projets phares du PCE.